

et les employés étrangers sont représentés systématiquement comme des exploités et des oppresseurs. Cela n'a pas tant d'influence sur les vieux ouvriers. Mais les jeunes ont été complètement corrompus (!). On les assure qu'ils dirigeront un jour eux-mêmes leurs entreprises, lorsque les Hollandais partiront.»

Le même article écrit d'ailleurs au su-

jet de la structure de la S.O.B.S.I. :

« La forme d'organisation verticale de la S.O.B.S.I. (syndicat d'entreprise Trad.) implique que chaque entrepreneur se trouve devant le syndicat de sa propre entreprise. Il doit discuter avec lui chaque petit détail. Il n'y a plus de base de confiance, plus de volonté de collaboration. »

CONCLUSIONS

La conclusion qui se dégage de tous ces faits, c'est que toute la situation en Indonésie est caractérisée par les signes précurseurs d'une crise révolutionnaire qui approche rapidement. Nous nous trouvons devant une nouvelle phase de la révolution, dans laquelle les masses chercheront à réaliser leur propre programme politique et social-économique.

La première phase de la révolution « nationale » — la lutte pour l'indépendance — a permis une maturation rapide des conditions objectives de la révolution sociale. Les masses ont compris de plus en plus que la conquête de l'indépendance nationale politique n'a au fond pas changé grand'chose à leur vie quotidienne, et que la lutte doit être continuée pour les objectifs dépassant l'indépendance politique formelle. La nouvelle crise approche dans tous les domaines à la fois. Ni politiquement ni du point de vue économique, la bourgeoisie nationale très faible n'a de perspectives réelles. La lutte du prolétariat et des paysans

pauvres pose impérieusement la question de changements radicaux de la situation.

L'idée d'une lutte pour un gouvernement ouvrier et paysan est dans l'air ; mais malgré une amélioration récente de sa politique, le P.K.I. reste un parti opportuniste qui se laisse utiliser par le Kremlin dans le but d'exercer une pression sur la bourgeoisie « neutraliste ». Il n'est pas prêt à poser pleinement et sans réserve devant les masses la perspective du gouvernement ouvrier et paysan. Pour cette raison, il faut que les marxistes révolutionnaires d'Indonésie déploient plus que jamais une large agitation pour la constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan, seule garantie d'expropriation des impérialistes et des capitalistes, du partage des terres entre les paysans, de l'établissement d'un monopole d'Etat sur le commerce extérieur et d'un contrôle ouvrier et paysan sur la production et la distribution.

15 avril 1954.